

 **ZÉRO PALU !
JE M'ENGAGE**

2020 RAPPORT D'ETAPE DE L'UNION AFRICAINNE SUR LE PALUDISME



Union
Africaine 

ALMA 

RBM Partnership
To End Malaria

Tracer la voie pour mettre fin au paludisme en Afrique

Cette année a présenté des difficultés sans précédent qui ont eu des répercussions sur tous les aspects de la vie et sur chaque personne dans le monde.

Nous sommes admiratifs des mesures qui ont été prises pour lutter contre la Covid-19. Les gens ont adopté de nouvelles habitudes pour se protéger et protéger leurs communautés, comme porter un masque et respecter une distanciation sociale. Les partenariats public-privé ont permis de mettre au point, en à peine un an, des vaccins qui peuvent débarrasser le monde de la Covid-19.

Aujourd'hui, nous, les dirigeants africains, sommes face à un choix : Devons-nous simplement laisser cette crise sanitaire derrière nous et passer à autre chose ? Ou devons-nous continuer d'investir et d'utiliser les enseignements tirés de cette expérience pour renforcer les systèmes de santé et accélérer l'élimination d'autres maladies évitables comme le paludisme ?

Pour nous, la réponse est claire.

Au début de la pandémie mondiale, l'OMS a prédit que les décès dus au paludisme pourraient presque doubler, et que cette maladie pourrait coûter la vie à 769 000 africains, annulant les progrès réalisés ces deux dernières décennies. Heureusement, les pays où le paludisme est endémique et les partenaires ont répondu présents :

- Près de 180 millions de moustiquaires ont été distribuées en porte à porte et la pulvérisation d'insecticide s'est déroulée comme prévu.
- Un nombre d'enfants plus élevé que jamais a pu être protégé grâce à la chimioprévention saisonnière du paludisme.
- Nos agents sanitaires ont travaillé sans relâche pour assurer que les tests et les traitements soient maintenus et que les produits médicaux vitaux soient disponibles.

On a ainsi pu éviter que le nombre de décès du paludisme ne double.

Nous appelons nos autres dirigeants africains et nos partenaires à défendre les quatre priorités définies par Son Excellence le Président Uhuru Kenyatta, président de ALMA :

1. Renforcer la coordination et l'engagement en ce qui concerne le paludisme grâce aux communautés économiques régionales.
2. Améliorer la qualité des données de santé et élargir l'accès à ces données au moyen des cartes de score paludisme régionales et nationales, qui rendent les données disponibles gratuitement afin d'informer les individus et les communautés et de leur donner les moyens d'agir.
3. Lancer des Conseils et Fonds nationaux pour mettre fin au paludisme rassemblant les hauts dirigeants de tous les secteurs en vue de soutenir la lutte contre le paludisme, d'encourager à l'action, de mobiliser des ressources et de renforcer la redevabilité.
4. Recruter et impliquer une nouvelle génération de jeunes pour lutter contre le paludisme.

Les actions réalisées en 2020 nous ont permis de poser des bases solides pour ce programme. Chacune des communautés économiques régionales élabore des plans de travail pour lutter contre le paludisme au niveau régional. Comme l'Eswatini et la Zambie avant eux, le Mozambique et l'Ouganda ont lancé des Conseils et Fonds pour mettre fin au paludisme, et plusieurs autres pays sont en train d'en faire de même. Les pays ont utilisé leurs cartes de score nationales pour évaluer les répercussions de la Covid-19 sur la prestation de services liés au paludisme. Nous saluons les efforts déployés par ces États membres et ces dirigeants malgré les difficultés auxquelles ils étaient confrontés.

C'est avec une ardeur et une urgence renouvelée que nous nous engageons à travers la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage ».



Son Excellence Moussa Faki Mahamat
Président de la Commission de l'Union africaine



Son Excellence le Président Uhuru Kenyatta
République du Kenya
Président de ALMA



Dr. Abdourahmane Diallo
Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme
PDG

Rapport de situation sur le paludisme

Rapport mondial de 2020 sur le paludisme

Depuis 2000, 1,2 milliards de cas de paludisme et 7 millions de morts ont pu être évités en Afrique. Le paludisme n'en reste pas moins une menace importante pour la santé et le développement. D'après le Rapport mondial 2020 sur le paludisme de l'OMS, on a enregistré 215 millions de cas de paludisme et 384 000 décès en Afrique en 2019, et le taux d'incidence du paludisme sur le continent a atteint un plateau depuis 2015. L'Afrique n'est pas en bonne voie pour atteindre son objectif de 2020, qui consistait à réduire le taux d'incidence et de mortalité du paludisme de 40 %, ni son but d'éliminer le paludisme d'ici à 2030.

Réponse à la Covid-19

La pandémie de Covid-19 a considérablement mis à l'épreuve les systèmes de santé dans toute l'Afrique. Ces derniers ont cherché à maintenir les services de santé de base malgré la charge supplémentaire. Au début de la pandémie, l'OMS a estimé que les décès dus au paludisme en Afrique pourraient doubler et coûter la vie à 769 000 personnes. Cela aurait représenté un recul par rapport aux importants progrès réalisés ces deux dernières décennies. Pour éviter cela, l'OMS, le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme, ALMA et l'Union africaine ont souligné la nécessité absolue d'assurer la continuité des services de prévention, de détection et de traitement du paludisme, tout en respectant les directives et protocoles de prévention de la Covid-19. À cet effet, le Fonds mondial a accordé aux pays d'Afrique 625 millions de dollars pour maintenir les programmes liés au paludisme, à la tuberculose et au VIH durant la pandémie.

Les pays ont répondu avec dynamisme :

- 30 pays ont réorganisé leurs campagnes nationales de pulvérisation d'insecticide dans les bâtiments et de couverture universelle, distribuant environ 180 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide en porte-à-porte, tout en protégeant les agents sanitaires et les communautés contre la diffusion de la Covid-19.
- Les agents sanitaires étaient autorisés à se déplacer lors des confinements, ce qui a permis de mener à bien les campagnes de pulvérisation d'insecticide dans les bâtiments.
- Un nombre d'enfants plus élevé que jamais (20 millions) a pu être protégé grâce à la chimioprévention saisonnière du paludisme.
- La priorité a été donnée aux communautés vulnérables et à charge élevée.

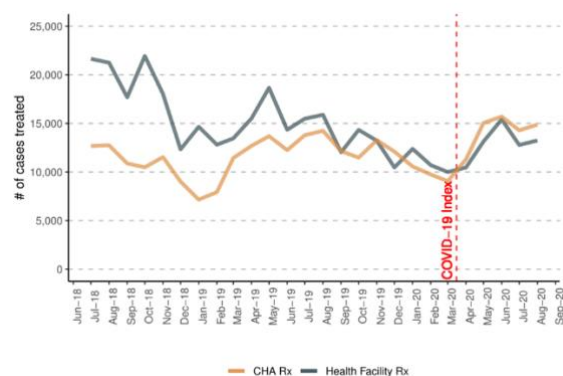
- La gestion des cas a été maintenue et les ruptures de stock évitées grâce à la livraison de médicaments par voie aérienne.
- Les ressources existantes ont été réaffectées et de nouvelles ressources ont été mobilisées pour fournir des EPI aux travailleurs.
- Le plaidoyer et les communications ont été renforcés pour garantir que le paludisme reste une priorité au niveau national et que les communautés continuent de chercher à obtenir des soins.
- La gestion des cas a été décentralisée afin d'être effectuée au niveau de la communauté lorsque cela est possible.

Grâce à ces efforts, on a pu éviter que le nombre de décès dus au paludisme ne double.

Les agents sanitaires communautaires en première ligne

Il y a cinq ans, le Libéria a connu des perturbations importantes de ses services de santé liés au paludisme en raison de l'épidémie d'Ebola, qui a entraîné une réduction d'environ 60 % des traitements pour le paludisme. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, le Ministère de la Santé s'est inspiré des meilleures pratiques mises en place en Éthiopie et au Rwanda pour élaborer davantage de solutions intégrées et communautaires pour la prévention, le diagnostic et le traitement du paludisme. 3800 assistants sanitaires communautaires ont été formés et déployés afin de couvrir 80 % de la population rurale du pays. Ces assistants éduquent la population aux risques du paludisme et réalisent des tests et fournissent un traitement pour les cas sans complications.

Le résultat : Les assistants sanitaires communautaires ont traité 50 % des cas détectés dans le pays pendant la pandémie de Covid-19, permettant au Libéria de maintenir des niveaux élevés de traitement du paludisme.



Zéro Palu ! Je m'engage

En 2018, l'Union africaine et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme ont lancé la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage ». Cette campagne appelle chacun à prendre la responsabilité de mettre fin au paludisme et à :

- Promouvoir le maintien du contrôle et de l'élimination du paludisme parmi les priorités nationales ;
- Encourager les communautés à participer et leur donner les moyens d'agir ;
- Mobiliser des ressources supplémentaires, en particulier du secteur privé domestique.

À ce jour, 19 pays africains ont lancé des campagnes « Zéro Palu ! Je m'engage », dont quatre lancées en 2020 :

- **Rwanda** : Le Rwanda a lancé sa campagne nationale en mars 2020. Pendant le lancement, l'honorable Ministre de la Santé, le Dr. Daniel Ngamije, a rappelé que la campagne viendrait renforcer les initiatives communautaires comme celle des agents sanitaires communautaires qui traitent 57 % des cas de paludisme.
- **Kenya** : Son Excellence le Président Uhuru Kenyatta a lancé la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » et la carte de score paludisme nationale en octobre 2020. Le Kenya s'est engagé à élargir l'envergure de l'envoi de messages et à communiquer les informations, à établir une « Armée de la jeunesse contre le paludisme » et à créer un Conseil pour mettre fin au paludisme afin de soutenir la lutte contre le paludisme dans tous les secteurs.
- **Bénin** : L'honorable Ministre de la Santé, le Dr. Benjamin Hounkpatin, a lancé la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » en novembre 2020. L'initiative « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent », dirigée par Ecobank, le Partenariat RBM et Speak Up Africa, a été lancée en parallèle de la campagne pour encourager le secteur privé à agir et à investir.
- **Gabon** : L'honorable Ministre de la Santé, le Dr. Guy Patrick Obiang Ndong, a lancé la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » en décembre, montrant l'engagement du pays pour mettre fin au paludisme.

En 2020, de nombreuses initiatives ont été lancées à l'appui de la campagne :

- Ecobank a lancé l'initiative « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent », une initiative du secteur privé pour mobiliser des ressources et des champions de la lutte contre le paludisme.
- Une coalition médiatique a été lancée en Sierra Leone pour former des journalistes au contrôle du paludisme et fournir une plateforme pour diffuser des informations essentielles.
- En septembre 2020, le Ghana a lancé sa coalition médiatique en vue de promouvoir le plaidoyer et la diffusion d'informations concernant le paludisme.
- Le Partenariat RBM a appuyé une stratégie de communication visant à encourager un plaidoyer politique de haut niveau, la mobilisation de ressources et l'amélioration de la redevabilité. Des messages complets ont notamment été diffusés via les réseaux sociaux, sur papier et par voie numérique autour des principaux sommets et lancements de campagnes nationales.

Pour progresser plus rapidement en 2021, le Partenariat RBM lancera la campagne « Tirer un trait sur le paludisme » en marge du sommet de l'Union africaine.

D'une charge élevée à un fort impact

En novembre 2018, le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme et l'OMS ont lancé l'initiative « D'une charge élevée à un fort impact ». Comme « Zéro Palu ! Je m'engage », « D'une charge élevée à un fort impact » est une initiative de pays lancée dans les dix pays d'Afrique les plus touchés par le paludisme.²

Malgré la pandémie de Covid-19, tous les pays participant à cette initiative ont :

- Déposé une application auprès du Fonds mondial en ligne avec les plans nationaux stratégiques chiffrés qui permettra d'accélérer la généralisation des interventions efficaces.
- Maintenu la mise en œuvre et la généralisation des interventions de contrôle du paludisme prévues, en tenant compte des mesures de prévention de la Covid-19.
- Renforcé la sensibilisation au paludisme, notamment en lançant la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » pour encourager les communautés à participer activement à la prévention du paludisme.

¹ Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Zambie

² Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo et République-Unie de Tanzanie.

- Mis à jour régulièrement leurs cartes de score paludisme et utilisé ces dernières pour encourager la redevabilité et l'action. La plupart des pays ont incité leurs partenaires à communiquer des données et à établir des entrepôts de données.

Neuf pays ont terminé la stratification des problèmes liés au paludisme qu'ils rencontrent, ce qui permet de mieux cibler les interventions et d'obtenir les meilleurs résultats possibles, et trois ont commencé à établir des Conseils et Fonds pour mettre fin au paludisme appartenant au pays et dirigé par le pays. Le Mozambique et l'Ouganda ont tous deux lancé des Fonds en 2020.

Dans le cadre de son cycle de financement 2021-2023, le Fonds mondial a alloué aux pays participant

à l'initiative « D'une charge élevée à un fort impact » un fonds de 500 millions de dollars de plus que lors du cycle précédent.

En collaboration avec le Partenariat RBM, l'OMS et les partenaires, les Plans nationaux de lutte contre le paludisme organisent des appels mensuels de coordination de chaque pays de l'initiative « D'une charge élevée à un fort impact » afin de contrôler la mise en place des interventions de lutte contre le paludisme visant à maintenir la continuité des services et à repérer de nouveaux besoins, y compris en termes d'assistance technique et d'appui des partenaires en vue de l'élimination du paludisme.

Leadership, gouvernance et supervision au service de la durabilité

Carte de score de ALMA pour la redevabilité et l'action

La carte de score de ALMA pour la redevabilité et l'action assure le suivi trimestriel des progrès réalisés dans la lutte contre le paludisme. ALMA transmet la carte de score et les rapports de pays correspondants aux chefs d'État et de gouvernement, aux ministres de la santé et des finances, aux ambassadeurs africains auprès de la Commission de l'Union africaine et de l'ONU et aux principaux partenaires dans le domaine de la lutte contre le paludisme. La carte de score encourage les États membres à prendre des mesures systématiques pour résoudre les goulots d'étranglement qui empêchent d'avancer vers l'élimination du paludisme. Le mécanisme de rapport de pays trimestriel permet aux pays d'établir des rapports trimestriels sur les mesures prises pour faire face au paludisme et aux maladies tropicales négligées, et pour améliorer les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de l'adolescent.

Parmi les principales actions entreprises en réponse à la carte de score, on peut citer :

- Les pays et les partenaires ont mis à disposition des fonds et des fournitures d'urgence pour faire face aux résurgences.
- Des efforts concertés déployés par les chefs d'État et de gouvernement, les ministres de la santé et ALMA afin de veiller à ce que les pays, en particulier dans le Sud de l'Afrique, soient prêts pour la saison 2020 de pulvérisation, grâce au dialogue régulier avec les fabricants et les organismes d'approvisionnement.
- L'optimisation du portefeuille du Fonds mondial a permis de mettre à disposition 370 millions de dollars supplémentaires pour des interventions à haut rendement (distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide, de pulvérisation d'insecticide dans les bâtiments et de chimioprévention saisonnière du paludisme)
- Pendant la pandémie de Covid-19, les pays ont suivi les actions recommandées dans les rapports de pays pour maintenir les programmes liés au paludisme et à la santé de façon plus générale (voir ci-dessus).

Indice de couverture des MTN de la carte de score pour la redevabilité et l'action de ALMA : En 2018, ALMA a incorporé un indice de couverture des maladies tropicales négligées (MTN) à la carte de score afin de contrôler le taux de couverture des produits utilisés pour la prévention de cinq MTN importantes.³ À la suite de cela, les pays ont alloué davantage de ressources aux MTN et leur ont donné un niveau de priorité plus élevé. Six pays⁴ ont élaboré des cartes de scores MTN nationales afin d'améliorer les résultats :

- La République du Congo a mobilisé 170 000 dollars à l'appui du programme relatif aux MTN
- La Namibie a élaboré de nouveaux indicateurs de contrôle des MTN et les a intégrés au système de gestion national des informations sanitaires
- La carte de score de la Zambie a permis de mobiliser efficacement des ressources pour lutter contre les MTN

³ Trachome, filariose lymphatique, onchocercose, schistosomiase et helminthiase transmise par le sol.

⁴ République du Congo, Soudan, Zambie, Namibie, Malawi et Niger.

Cartes de score nationales et sous-nationales pour le contrôle et l'élimination du paludisme

Quarante pays ont élaboré des outils de gestion de la carte de score pour promouvoir la redevabilité et l'action relatives au contrôle et à l'élimination du paludisme. Ces outils, comprenant les cartes de score, les outils de suivi d'action et les plans de travail, viennent appuyer une démarche systématique et basée sur des faits concrets appliquée pour contrôler les priorités nationales, repérer les performances insuffisantes et prendre rapidement des actions correctives. Ils utilisent les données de systèmes de gestion des informations sanitaires existants. Parmi les actions réalisées sur la base de cartes de score, on peut citer :

- **Kenya** : La carte de score a été utilisée pour aider à atténuer les effets de la Covid-19 sur les services liés au paludisme. Une analyse a montré une baisse du nombre de personnes atteintes de paludisme qui se rendent dans les établissements de santé. Le Directeur général de la Santé a donc demandé à tous les responsables sanitaires des comités d'assurer la continuité des services de santé liés au paludisme et a organisé un forum de mobilisation du comité afin de discuter comment faire en sorte que les patients continuent à se rendre dans les établissements de santé.
- **Burkina Faso** : La carte de score a mis en évidence le fait que les tests de diagnostic rapide étaient souvent en rupture de stock. Le PNLP a collaboré avec des partenaires pour établir un comité spécial chargé de trouver des solutions et a élaboré un plan d'action pour collecter les données dans les zones à risque.
- **Tanzanie** : La carte de score a révélé un problème de faux positifs concernant les tests pour le paludisme, auquel le pays a remédié par un renforcement de la supervision et du mentorat des agents sanitaires. Une région a enregistré une baisse de la distribution de moustiquaires. À la suite de cela, des messages urgents ont été envoyés et des moustiquaires imprégnées d'insecticides ont été distribuées ce qui a permis une augmentation de 50 % de la couverture.
- **Zambie** : La carte de score a mis en évidence un faible taux de couverture des traitements préventifs visant à protéger les femmes enceintes. Le Ministre de la Santé a donc fait appel à l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme du gouvernement des États-Unis, qui a fourni les médicaments nécessaires pour atteindre à nouveau un taux de couverture élevé.
- **Éthiopie** : La carte de score est utilisée pour évaluer l'incidence de la Covid-19 sur les services de santé essentiels et est communiquée chaque

semaine aux régions et aux partenaires pour en discuter et trouver des solutions aux problèmes. La carte de score a aidé à mettre en évidence un manque important d'agents sanitaires. De nouveaux employés ont donc été embauchés et déployés. Elle a également éclairé l'élaboration de directives sur la gestion des patients en pédiatrie lors de la pandémie de Covid-19.

- **Nigéria et Mozambique** : Les gouverneurs et autres responsables communautaires reçoivent des cartes de score paludisme chaque trimestre et sont invités à mettre au point des stratégies de lutte contre le paludisme au niveau communautaire. La diffusion des cartes de score paludisme nationales et sous-nationales permet aux communautés de comprendre les risques, les insuffisances et les problèmes et d'agir pour tenter d'y apporter des solutions.

Plusieurs pays ont élargi l'accès et l'utilisation de ces outils à un éventail de parties prenantes nationales (par exemple : le Conseil pour mettre fin au paludisme en Zambie, les membres du Parlement de Tanzanie, les dirigeants politiques et civils régionaux sous-nationaux au Mozambique et en Tanzanie). Cela a permis d'améliorer la coordination et d'encourager d'autres entités à assumer une part de responsabilité dans la lutte contre le paludisme.

Conseils et Fonds nationaux pour mettre fin au paludisme

Les Conseils pour mettre fin au paludisme et les Fonds pour mettre fin au paludisme nationaux réunissent des hauts dirigeants de tous les secteurs (public, privé, société civile - notamment les chefs religieux et traditionnels), pour promouvoir la lutte contre le paludisme. Les Conseils et Fonds servent de forums permettant au Plan national de lutte contre le paludisme d'aborder la question des goulots d'étranglement afin d'obtenir une assistance. Les membres quant à eux défendent le maintien de la lutte contre le paludisme parmi les priorités nationales, incitent à l'action et mobilisent des ressources à l'appui de la mise en œuvre du plan stratégique national de lutte contre le paludisme et assurent la redevabilité mutuelle dans tous les secteurs concernant la réalisation des objectifs nationaux. Les Conseils et Fonds représentent un mécanisme efficace dans le cadre duquel établir de nouveaux partenariats (par exemple avec le secteur privé domestique), promouvoir la responsabilité multisectorielle en matière de lutte contre le paludisme dans le cadre de la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » et mettre en place les activités convenues dans le cadre de l'initiative « D'une charge élevée à un fort impact » HBHI. Ils jouent aussi un rôle important pour déterminer quelles sont les innovations qui aident le PNLP à élargir l'ampleur de ses activités

En 2020, le Mozambique et l'Ouganda ont lancé des Fonds nationaux pour mettre fin au paludisme, rejoignant la Zambie et l'Eswatini qui avaient fait de même en 2019. Voici des exemples de résultats obtenus en 2020 :

- **Conseil pour mettre fin au paludisme de la Zambie** : Pendant la pandémie de Covid-19, le Conseil pour mettre fin au paludisme a maintenu l'attention portée au paludisme en organisant une campagne nationale de communication. Il a produit des publicités diffusées à la télévision et à la radio, expliquant la distinction entre paludisme et Covid-19 et encourageant les gens à chercher à obtenir un traitement. Ces publicités ont été diffusées au niveau national grâce à des dons de l'administration fiscale de la Zambie. Les chefs religieux du Conseil pour mettre fin au paludisme ont organisé des marches communautaires dans le cadre de la semaine de lutte contre le paludisme de la SADC afin de sensibiliser le public.
- **Fonds pour mettre fin au paludisme de la Zambie** : Quelque 500 000 dollars ont été obtenus auprès de partenaires du secteur privé pour appuyer l'administration massive de médicaments dans les districts cibles.
- **Fonds pour mettre fin au paludisme de l'Eswatini** : Le Fonds a comblé 50 % du déficit budgétaire du pays dans le cadre de la stratégie nationale d'élimination du paludisme. En 2020, le Fonds a annoncé le lancement d'une nouvelle stratégie nationale. Il a aussi mené une série de campagnes de communications, avec notamment des panneaux d'affichage et une campagne massive d'envoi de SMS pour rappeler aux gens les risques du paludisme, et encouragé les chefs traditionnels à soutenir la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage »
- **Fonds pour mettre fin au paludisme du Mozambique** : Il a été lancé par la diffusion d'un événement à la télévision nationale, qui a accru la visibilité du PNLN et a permis de rappeler aux citoyens du Mozambique les risques liés au paludisme.
- **Malaria Free Uganda (un Ouganda libéré du paludisme)** : À la suite de son lancement, la Fondation et le Ministre de la santé ont animé une table ronde avec le secteur privé afin de discuter de la manière dont ce dernier peut contribuer au contrôle du paludisme. Cela a donné lieu à plusieurs promesses d'action et de mise à disposition de ressources.

Des pays sont aussi en train d'établir des Conseils sous-nationaux pour mettre fin au paludisme, en vue de réunir les dirigeants locaux et d'encourager la mobilisation communautaire.

- **Zambie** : Des Conseils provinciaux pour mettre fin au paludisme ont été lancés dans les 10 provinces du pays en vue de revitaliser les équipes sanitaires sous-nationales.
- **Namibie** : Des Conseils pour mettre fin au paludisme ont été établis dans les trois régions du Nord en vue de réunir les dirigeants locaux et de promouvoir le plaidoyer, l'action, la mise à disposition de ressources et la redevabilité au niveau local.

Les pays suivants travaillent également au déploiement de leurs Conseils et Fonds pour mettre fin au paludisme : Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Kenya, République démocratique du Congo et Rwanda.

Engagement des parlementaires

Les parlementaires peuvent jouer un rôle important dans la définition des priorités nationales et la création d'un environnement favorable au moyen de politiques et de législations, ainsi que pour mobiliser la communauté par l'intermédiaire de leurs électeurs. En 2020, des membres des parlements de tout le continent se sont mobilisés :

- **Tanzanie** : En partenariat avec le PNLN, les membres du Parlement ont lancé une carte de score paludisme sous-nationale montrant l'évolution du contrôle du paludisme au niveau des circonscriptions. Cette carte de score, accessible à tous les membres du Parlement via une application mobile, leur permet de recevoir des mises à jour régulières concernant le paludisme et d'utiliser ces informations pour définir des actions et élaborer des politiques pour soutenir le contrôle et l'élimination du paludisme.
- **CEEAC** : Les membres des Parlements ont tenu des réunions virtuelles axées sur les progrès de l'élimination du paludisme au niveau régional. Ils ont convenu d'utiliser le plaidoyer pour assurer des ressources suffisantes aux plans nationaux de lutte contre le paludisme pour mettre en œuvre les interventions nécessaires pour contrôler le paludisme.
- **Sommet UNITE** : Ce sommet a permis d'impliquer des parlementaires du monde entier sur l'importance du contrôle et de l'élimination du paludisme. Les représentants de ALMA, de l'OMS, du Partenariat RBM et du Conseil pour mettre fin au paludisme de la Zambie ont présenté des exemples et des conseils sur la façon dont les parlementaires peuvent orienter les politiques, stimuler l'action et mobiliser leurs communautés pour lutter contre le paludisme.

Engagement communautaire

Donner aux communautés les moyens de s'approprier la lutte contre le paludisme est une

priorité centrale de la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage ». L'engagement communautaire permet de faire en sorte que les individus soient bien informés sur les causes du paludisme, les méthodes de prévention, et sachent quand et comment chercher à effectuer un test et obtenir un traitement. Faire entendre des voix influentes a été l'une des priorités en 2020 pour plusieurs pays, et cette priorité devrait être renforcée en 2021. Par exemple :

- L'Isdell:Flowers Cross Border Malaria Initiative a rassemblé des chefs spirituels de tout le Sud de l'Afrique pour discuter du rôle que les organisations religieuses peuvent jouer dans la diffusion de messages et la prestation de services liés au paludisme.
- En Sierra Leone, des musiciens ont composé un hymne pour sensibiliser au paludisme et mobiliser les communautés dans le cadre de la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage ».
- Par l'intermédiaire de la Société civile pour l'élimination du paludisme et du Réseau des défenseurs du Fonds mondial et avec l'appui de Impact Santé Afrique, vingt-cinq organisations de la société civile dans 5 pays ⁵ ont lancé la campagne « Luttons Ensemble #lemouvementcontinue ». La campagne sensibilise les dirigeants et décideurs locaux à l'importance d'assurer la continuité des services de lutte contre le paludisme dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et appelle à allouer davantage de fonds domestiques à la santé. Les organisations de la société civile ont publié des articles dans lesquelles elles exhortent les communautés à agir et ont organisé des conférences de presse conjointes avec d'autres champions (parlementaires, ancien ministre de la santé, société civile, artiste, athlète etc.) qui ont réaffirmé leur engagement à mettre fin au paludisme en dépit de la pandémie de Covid-19.

Engagement des jeunes

Dans son Acte constitutif, l'Union africaine reconnaît l'importance de la participation, de l'implication et de la représentation des jeunes dans le développement économique et social. Pour appuyer cette initiative,

le Président de ALMA a appelé à établir une « Armée de la jeunesse » pour lutter contre le paludisme, améliorer la santé maternelle et infantile et renforcer l'accès à la couverture santé universelle.

En 2020, la Division de la jeunesse de la Commission de l'Union africaine et le Conseil consultatif de la jeunesse ont été invités à répertorier les organisations de la jeunesse et les représentants potentiels qui pourraient former la base de ce mouvement. Des consultations supplémentaires ont été tenues avec les représentants de la jeunesse du continent, dont :

- Un sondage en anglais, français et portugais pour connaître les perspectives et intérêts des jeunes concernant l'établissement d'une Armée de la jeunesse.
- Une consultation panafricaine de la jeunesse tenue en septembre 2020, durant laquelle 80 participants ont discuté de la contribution que les jeunes pouvaient apporter dans la lutte contre le paludisme. Ce dialogue inter-régional a permis de définir plusieurs objectifs stratégiques visant à mobiliser des champions de la jeunesse aux niveaux continental, régional et national.
- Une série d'ateliers de validation anglophones et francophones pour analyser les stratégies et les recommandations. Ces sessions à huis clos visaient à faire en sorte qu'il y ait une voix forte de la jeunesse derrière cette initiative.

Au 4^e trimestre 2020, ALMA a terminé l'élaboration de la stratégie de la jeunesse pour la lutte contre le paludisme en Afrique et collaborera avec la Commission de l'Union africaine, l'Union africaine, les États membres et les partenaires pour lancer et mettre en œuvre cette stratégie en 2021. Un Conseil consultatif de la jeunesse continental sur le paludisme devrait notamment être créé pour stimuler les dirigeants et refléter la plateforme de plaidoyer de ALMA.

La première Armée de la jeunesse est en cours d'élaboration en République du Kenya. L'équipe multisectorielle chargée de sa création a mené une série de consultations au niveau du pays et rédigé une note conceptuelle initiale.

Cameroun, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Sénégal.

Un financement diversifié, équilibré et durable de la lutte contre le paludisme

Allocations du Fonds mondial

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme reste le plus important mécanisme de financement de la lutte contre le paludisme. Pour la période 2021-2023, le Fonds mondial a affecté 3,58 milliards de dollars aux programmes de lutte contre le paludisme dans les pays d'Afrique où il est endémique, soit une augmentation de 825 millions de dollars par rapport à la période de financement précédente. Les pays ont soumis leurs demandes de financement auprès du Fonds mondial et la vaste majorité ont conservé leur allocation pour la lutte contre le paludisme. Cela permettra aux pays de maintenir et d'élargir leurs interventions de lutte contre le paludisme (par exemple : distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide, pulvérisation d'insecticide dans les bâtiments, chimioprévention saisonnière du paludisme pour les jeunes enfants) et la gestion des cas, tout en tentant de résoudre des problèmes majeurs comme la résistance aux insecticides. Les pays ont travaillé toute l'année 2020 à leurs demandes de financement auprès du Fonds mondial, en dépit des difficultés qu'a entraînées la pandémie de Covid-19. Quelque 98 % des propositions soumises ont été approuvées et sont en bonne voie pour être exécutées en 2021.

Avec l'appui de ALMA, la délégation de l'Afrique auprès du Fonds mondial a organisé une mobilisation des parties prenantes pour faire entendre la voix de l'Afrique dans la stratégie du Fonds mondial. Il est indispensable d'inclure des voix représentant l'Afrique en raison de la

Coordination régionale

Les communautés économiques régionales et la coordination transfrontières

À ce jour, quatre communautés économiques régionales⁶ ont signé le mémorandum d'accord CEEAC, SADC, OOAS et IGAD avec ALMA et le Partenariat RBM. Les communautés économiques régionales élaborent des plans de travail pour le contrôle et la coordination transfrontière de la lutte contre le paludisme, et intègrent les problématiques liées à la lutte contre le paludisme dans les forums et sommets ministériels et de chefs d'État et de gouvernements. La SADC et l'OOAS sont en train

de mettre au point des cartes de score paludisme régionales et des outils de suivi d'action pour favoriser le plaidoyer et la coordination. Ces initiatives se basent sur de nombreuses autres initiatives transfrontières bilatérales ou multilatérales qui favorisent la lutte antivectorielle, la gestion des cas, la surveillance et le partage de données. Ces efforts ont été déterminants pour détecter les épidémies sous-régionales et y faire face. Quelques exemples d'initiatives :

Appui soutenu des donateurs

En 2020, l'Initiative présidentielle pour lutter contre le paludisme du gouvernement des États-Unis a fêté son 15^e anniversaire. Cette initiative est un partenaire essentiel de 24 pays d'Afrique. Dans le cadre de cet événement, l'Initiative a renouvelé son engagement annuel de fournir 680 millions de dollars pour garantir la disponibilité des produits et services antipaludiques vitaux.

Co-financement domestique

Malgré la pandémie de Covid-19, les pays d'Afrique restent déterminés à remplir les conditions de co-financement domestique fixées par le Fonds mondial pour la période 2021-2023. Satisfaire ces exigences est nécessaire pour débloquer 15 % de l'allocation du Fonds mondial aux pays. Par exemple, le gouvernement de la République fédérale du Nigéria a obtenu 300 millions de dollars de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement, pour combler les insuffisances relatives à sa stratégie nationale de lutte contre le paludisme. D'autres mettent en place des Fonds pour mettre fin au paludisme en vue de mobiliser des ressources domestiques, en particulier dans le secteur privé (voir au dessus).

de mettre au point des cartes de score paludisme régionales et des outils de suivi d'action pour favoriser le plaidoyer et la coordination.

Ces initiatives se basent sur de nombreuses autres initiatives transfrontières bilatérales ou multilatérales qui favorisent la lutte antivectorielle, la gestion des cas, la surveillance et le partage de données. Ces efforts ont été déterminants pour détecter les épidémies sous-régionales et y faire face. Quelques exemples d'initiatives :

- **CAE** : La stratégie de l'Initiative de lutte contre le paludisme de la Région des Grands Lacs appuie la coordination dans l'Est de l'Afrique et en République démocratique du Congo.
- **OOAS** : L'Initiative d'élimination du paludisme dans le Sahel et l'Initiative Sénégal-Gambie se

⁶ CEEAC, SADC, OOAS et IGAD.

concentrent sur l'intensification des activités visant au contrôle et à l'élimination du paludisme en Afrique de l'Ouest. Par exemple, en appuyant la gestion des cas communautaire transfrontière dans les villages situés le long de la frontière entre le Sénégal et la Gambie.

- **CEEAC** : Une stratégie régionale est presque au point et sera approuvée au 1^{er} trimestre 2021.
- **SADC** : Les initiatives E8, MOSASWA et une série d'autres initiatives bilatérales continuent d'appuyer les activités transfrontières. Les membres de la SADC mettent également en œuvre la Déclaration de Windhoek.

Production locale des produits antipaludiques

La pandémie mondiale de Covid-19 a mis en évidence la nécessité de progresser encore dans la production locale de produits antipaludiques. L'effondrement de la chaîne d'approvisionnement et la fermeture des frontières en Chine, en Inde et en Europe ont entraîné des pénuries de produits. Si de nombreux obstacles ont pu être surmontés grâce au plaidoyer direct de Son Excellence le Président Uhuru Kenyatta auprès de dirigeants étrangers (comme le premier ministre de l'Inde), l'Afrique reste dépendante de producteurs étrangers pour la plupart des produits utilisés dans la lutte contre le paludisme. Renforcer la production au niveau local permettra au continent d'être plus résilient face à de futures résurgences du paludisme et perturbations de l'approvisionnement, en investissant une plus grande part des fonds de donateurs sur le continent et en appuyant le transfert de technologie.

Dans cet esprit, ALMA forge un partenariat stratégique avec le NEPAD de l'Agence de développement de l'Union africaine et MMV, entre autres, en vue d'appuyer la production locale et la mise en œuvre du plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique (PMPA), notamment le transfert de technologies et l'appui adéquat pour la préqualification. Parmi les activités entreprises récemment, on peut citer :

- Le lancement d'une étude des capacités de fabrication de produits pharmaceutiques au Kenya.
- La collaboration avec le NEPAD et d'autres pour proposer une étude des capacités de fabrication de produits pharmaceutiques en Afrique, à l'appui de la mise en œuvre du PMPA.
- Le plaidoyer de haut niveau visant à trouver des solutions aux principaux problèmes d'ordre politique et au manque général de secteur des investissements (et à envisager d'utiliser la carte de score de ALMA pour la redevabilité et l'action et les cartes de score régionales pour mettre ces problèmes en évidence).

La réalisation d'un état des lieux de l'enregistrement des produits de lutte antivectorielle en Afrique, en collaboration avec des partenaires essentiels, dont les résultats ont permis de mieux comprendre les problèmes existants. Il s'agit maintenant de favoriser les possibilités d'optimiser l'accès rapide aux produits de lutte antivectorielle en Afrique. Parmi les activités entreprises récemment dans ce domaine, on peut citer :

- Le recensement des réglementations de lutte antivectorielle et des activités de production locales dans le cadre d'un accord entre la SADC, ALMA et le Partenariat RBM.
- La participation aux discussions de l'équipe spéciale de l'Union africaine au sujet de l'harmonisation de l'enregistrement des produits de lutte antivectorielle.

L'OMS a récemment introduit un processus de préqualification pour les produits de lutte antivectorielle (similaire au processus en place pour les médicaments, les vaccins et les diagnostics). Elle propose aussi une procédure de collaboration pour l'enregistrement de médicaments préqualifiés par l'OMS afin que les pays n'aient pas besoin de répéter les phases d'évaluation et d'essai avant l'enregistrement. Les États sont encouragés à adopter cette procédure pour faciliter l'accès aux nouveaux outils de lutte antivectorielle.

Bilan des progrès réalisés pour l'application de la décision prise en 2020 par la Commission de l'Union africaine concernant le paludisme

| Décision | Progrès |
|--|---|
| <i>Appuyer le déploiement et la mise en œuvre de la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage » dans davantage d'États membres</i> | 21 pays ont lancé des campagnes « Zéro Palu ! Je m'engage », dont quatre en 2020 (Kenya, Rwanda, Bénin et Gabon). |
| <i>Mettre en place des cartes de score paludisme régionales par l'intermédiaire des communautés économiques régionales</i> | Des mémorandums d'accord ont été signés avec quatre communautés économiques régionales (SADC, CEDEAO, CEEAC, IGAD) et un autre est en cours d'élaboration avec la CAE. Deux communautés économiques régionales (SADC et OOAS) sont en train de mettre au point des cartes de score paludisme régionales et des outils de suivi d'action et de redevabilité. |
| <i>Accroître le financement national pour le contrôle et l'élimination du paludisme grâce à des mécanismes innovants, notamment les Fonds pour mettre fin au paludisme, afin de combler les écarts budgétaires dans le cadre de leurs plans stratégiques nationaux de lutte contre le paludisme.</i> <i>Généraliser la mise en place de Conseils nationaux pour mettre fin au paludisme</i> | Le Nigéria a obtenu 300 millions de dollars des banques de développement pour financer le contrôle et l'élimination du paludisme. Des Fonds et Conseils pour mettre fin au paludisme ont été lancés dans 4 pays (Eswatini, Zambie, Mozambique, Ouganda). Des Conseils pour mettre fin au paludisme ont été lancés en Zambie et en Namibie. Des Conseils et Fonds pour mettre fin au paludisme sont en cours d'élaboration au Burkina Faso, au Gabon, au Kenya, au Rwanda et en République démocratique du Congo. |
| <i>Utiliser les cartes de score paludisme nationales et les outils de suivi d'action et encourager les parties prenantes à aligner leurs activités avec ces outils à tous les niveaux pour améliorer la redevabilité, la transparence et l'action</i> | 40 cartes de score paludisme de pays, 29 cartes de score SRMNIA et 6 cartes de score MTN sont en train d'être mises en place et utilisées pour obtenir des résultats en améliorant la redevabilité, la transparence et l'action. |